

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Ralentissement de l'activité économique

Le dernier trimestre de l'année 2013 présente les signes d'un fléchissement général de l'activité économique sur le Territoire. Lors de notre enquête conjoncturelle « à dire d'experts », certains chefs d'entreprises se sont inquiétés de leurs résultats de fin d'année, qui ont été plus faibles qu'à la même période les années précédentes. D'autres ne voient dans ce ralentissement que les signes d'un « retour à la normale ». En effet, la tenue des Mini-Jeux à Wallis-et-Futuna en septembre dernier avait contribué, non seulement au troisième trimestre, mais également tout au long de l'année 2013 voire de l'année 2012, à dynamiser l'activité économique. Le secteur du BTP, qui joue un rôle moteur sur l'économie du Territoire, avait été particulièrement mobilisé. Au quatrième trimestre, quelques chantiers dans le domaine public mais aussi dans le secteur privé ont permis de maintenir une activité, toutefois sensiblement réduite. Les professionnels du BTP font part de leur inquiétude face à la fin des gros chantiers et à la forte baisse du montant des marchés publics notifiés. Cette situation paraît d'autant plus incertaine que, sur le plan économique, le secteur privé n'est pas en mesure de prendre le relais. Le secteur de l'habitat aux particuliers, actuellement atone, gagnerait à être dynamisé pour stimuler l'activité locale.

L'absence de visibilité à plus ou moins long terme pourrait par ailleurs expliquer le ralentissement observé de l'investissement des entreprises au cours des derniers mois.

STABILISATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

La Chine a affiché une croissance de 7,7 % sur un an au quatrième trimestre, marquant un léger ralentissement par rapport au trimestre précédent. Sur l'année 2013, le PIB chinois s'établit également à 7,7 %, dépassant ainsi l'objectif fixé par le gouvernement de 7,5 %. Le PIB a été soutenu notamment par la consommation interne et la croissance continue du secteur des services.

Au quatrième trimestre, la croissance du PIB japonais se stabilise (+0,3 %, après +0,3 % au trimestre précédent). La croissance atteint ainsi 1,6 % en 2013, après +1,4 % en 2012 et -0,5 % en 2011. La consommation des ménages, qui a soutenu la croissance en début d'année, s'est affaiblie au dernier trimestre, alors qu'une hausse de 3 points de la taxe sur la consommation est programmée pour avril 2014.

En Australie, les prix progressent de 2,7 % sur un an à fin décembre 2013 (après +2,2 % à fin septembre). Cette augmentation a été tirée notamment par les prix des fruits et légumes et des services liés au tourisme. Parallèlement, le taux de chômage se stabilise à 5,8 % de la population active sur le trimestre, mais reste en hausse sur un an (+0,4 point). La banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 février de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %.

En Nouvelle-Zélande, les prix demeurent stables sur le trimestre (+0,1 %). Cette augmentation, portée principalement par les prix des tarifs aériens internationaux et des services au logement, est partiellement compensée par la baisse des prix des légumes et de l'essence. Sur un an, l'indice des prix croît de 1,6 %, contre +1,4 % au troisième trimestre. La banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé, le 30 janvier 2014, de maintenir inchangé son taux directeur, à 2,5 %.

Légère accélération de la hausse des prix au dernier trimestre

Sur le trimestre, seuls les services enregistrent une augmentation conséquente de leurs tarifs (+5,6 % par rapport au troisième trimestre), induite selon le Service Territorial de la Statistique et des Études Économiques (STSEE) par une forte hausse des coûts du transport aérien (+23,92 %). Les prix de l'énergie augmentent dans une moindre mesure (+1,0 %). Les prix des produits manufacturés diminuent ce trimestre (-0,5 %) de même que les prix de l'alimentation (-0,3 %).

Après une année de ralentissement, la hausse des prix enregistrée à fin 2013 s'établit à 1,8 % en rythme annuel. La hausse des tarifs des services, de 6,2 % en glissement annuel, explique en majeure partie cette évolution. L'augmentation de 3,1 % des prix des produits manufacturés pèse également sur l'IPC. À l'inverse, les prix de l'alimentation affichent une baisse sur l'année (-1,1 %), de même que les prix de l'énergie (-1,4 %).

L'emploi salarié en progression à fin septembre

Au 30 septembre, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales (CPSWF) est stable (2 158 salariés déclarés contre 2 155 au 30 juin). Le secteur privé compte 879 salariés déclarés, soit 8 salariés supplémentaires par rapport au deuxième trimestre, tandis que le secteur public voit ses effectifs diminuer (1 279 salariés au troisième trimestre contre 1 284 au trimestre précédent).

En glissement annuel, le secteur du BTP connaît une forte augmentation de ses effectifs salariés, passant de 102 salariés au troisième trimestre 2012 à 135 salariés déclarés à fin septembre 2013, soit une progression de 32,4 %. Ceci s'explique par la finalisation de nombreux chantiers au cours du troisième trimestre, notamment ceux en vue des Mini-Jeux du Pacifique qui se sont tenus en septembre dernier.

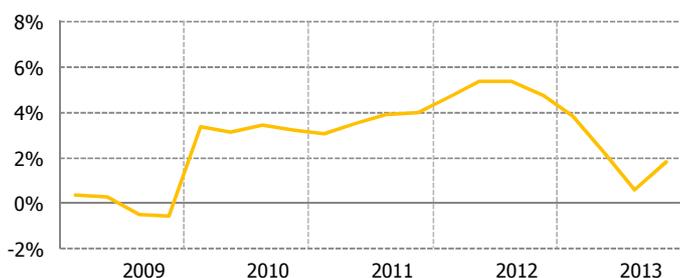
Fléchissement de la consommation des ménages

Au quatrième trimestre 2013, les importations de biens de consommation ont fortement diminué, de 27,4 % par rapport au trimestre précédent et de 33,2 % par rapport au quatrième trimestre 2012. Lors de l'enquête « à dire d'experts », les professionnels du secteur du commerce ont fait part de leur perplexité face au résultat de fin d'année. Les importations de biens d'équipement du foyer chutent de plus de 50 %, tant en glissement trimestriel que sur l'année. Les importations d'articles d'habillement baissent également sensiblement, de 27,4 % par rapport au trimestre précédent et de 13,6 % en glissement annuel.

L'achat de véhicules de tourisme neufs diminue ce trimestre : en effet, 16 immatriculations ont été enregistrées, contre 32 au trimestre précédent. Au cours de l'année 2013, 95 véhicules neufs ont été immatriculés contre 103 en 2012.

L'encours bancaire des crédits à la consommation se maintient ce trimestre, avec une légère progression de 0,3 % par rapport au troisième trimestre et une augmentation de 4,9 % sur un an. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en baisse à fin décembre (330 contre 358 au 30 septembre). Les incidents de paiements sur chèques diminuent également ce trimestre, avec 192 incidents enregistrés au quatrième trimestre contre 317 au trimestre précédent.

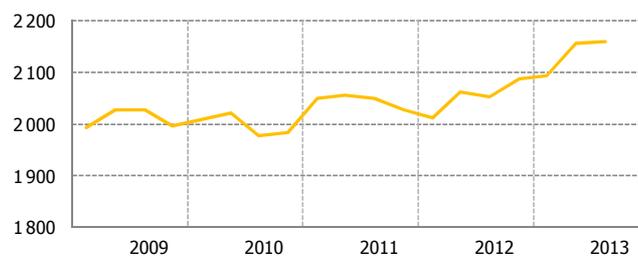
Indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

En glissement annuel

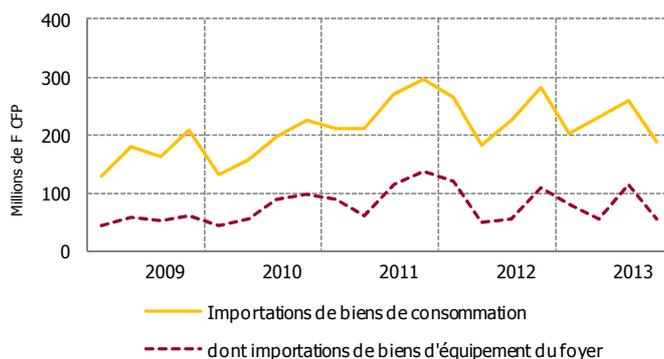
Emploi total déclaré localement



Source : CPSWF

Dernières données disponibles provisoires

Importations de biens de consommation



Source : Douanes

Des signes de fléchissement de l'investissement des entreprises

Les importations de biens d'équipement, en recul de 38,9 % par rapport au troisième trimestre et de 26,5 % en glissement annuel, s'établissent à 127 millions de F CFP au quatrième trimestre.

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs est toutefois encore élevé ce trimestre : il y a eu 30 immatriculations au cours des trois derniers mois, contre 26 au trimestre précédent. En 2013, 107 véhicules utilitaires neufs ont été immatriculés sur le Territoire, contre 59 en 2012.

Les concours accordés aux entreprises (2,37 milliards de F CFP au 31 décembre) diminuent aussi bien sur le trimestre (-3,0 %) que sur l'année (-5,7 %). L'encours des crédits d'exploitation progresse rapidement sur l'année (+43,8 %), tandis que l'encours des crédits d'investissement se contracte (-6,6 %).

Le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire diminue ce trimestre, passant de 16 à 14 personnes à fin décembre. Le taux de créances douteuses brutes détenues par les établissements de crédit sur les entreprises, qui s'élève à 11,9 % à fin décembre, est en légère progression (+0,3 point sur le trimestre et +0,2 point sur un an).

Baisse des importations

Au quatrième trimestre, les importations du Territoire ont atteint 1,15 milliard de F CFP, en recul de 28,3 % en glissement annuel. Tous les postes d'importations sont en diminution, tant en glissement trimestriel qu'annuel. Les importations de produits des industries agricoles et alimentaires, qui représentent plus du quart des importations totales, se contractent de 30,8 % en un an. La baisse la plus importante concerne les importations de biens intermédiaires (-42,5 % par rapport au quatrième trimestre 2012). Les importations de biens d'équipement sont en diminution de 26,5 %. Seules les importations de produits de l'industrie automobile baissent modérément après plusieurs trimestres de progression (-9,6 % en glissement annuel). Les importations de biens de consommation diminuent de 33,2 % sur l'année, et celles de produits agricoles, sylvicoles et piscicoles de 32,5 %.

Ceci corrobore le constat d'un ralentissement de l'activité au quatrième trimestre. Toutefois, la baisse des importations en valeur s'explique également par le fait que le Territoire bénéficie depuis quelques mois d'un taux de change en sa faveur vis-à-vis de ses principaux pays fournisseurs, hors métropole et Nouvelle-Calédonie. En effet, sur l'année, le franc pacifique s'est apprécié respectivement de 21,3 % et 9,6 % par rapport aux dollars australien et fidjien, et de 8,1 % et 4,5 % vis-à-vis des dollars de Singapour et néo-zélandais.

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Fort ralentissement de l'activité du BTP

Les signes d'un ralentissement de l'activité du secteur du BTP, avec la finalisation des chantiers les plus importants qui l'avaient mobilisé notamment pour l'organisation des Mini-Jeux, se confirment au quatrième trimestre. Après une forte baisse au trimestre précédent, les importations de ciment diminuent encore pour s'établir à 11 millions de F CFP. Elles chutent de 70,4 % sur un an. De même, les importations de métaux et produits métalliques continuent de reculer (-54,0 % sur un an) pour s'établir à 25 millions de F CFP.

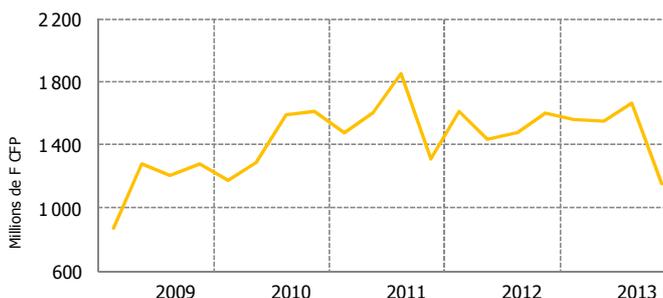
À fin septembre 2013, les effectifs déclarés du secteur étaient encore stables et à un niveau élevé (135 salariés contre 134 au second trimestre). Selon la CPSWF, les entreprises du BTP devraient avoir fortement réduit leurs effectifs en fin d'année.

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes

Importations



Source : Douanes

Importations de ciment



Source : Douanes

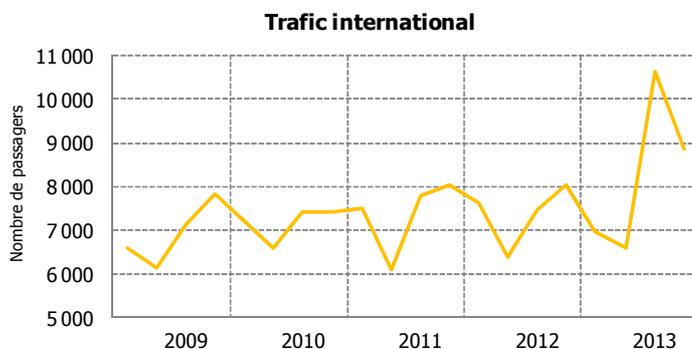
Repli de l'activité commerciale

Selon les experts du secteur interrogés lors de notre enquête, le dernier trimestre de l'année correspond généralement à celui enregistrant le chiffre d'affaires le plus élevé. Cette tendance semble ne pas se vérifier cette année : en effet, des baisses de chiffres d'affaires sont signalées, de l'ordre de 10 à 15 % par rapport au dernier trimestre 2012. La baisse en valeur des importations de biens de consommation au cours des trois derniers mois (-33,2 % en glissement annuel) est également conjoncturelle, ces importations étant usuellement en progression en fin d'année.

Une fréquentation du Territoire toujours élevée

Alors que la desserte aérienne de Wallis-et-Futuna avait atteint un niveau record lors du troisième trimestre 2013, du fait de la tenue des Mini-Jeux en septembre, la fréquentation du Territoire a encore été relativement élevée ce trimestre.

Ainsi, 8 860 passagers ont été dénombrés au dernier trimestre 2013, soit une progression de 10,5 % par rapport à la même période l'année précédente. Au troisième trimestre, durant lequel ont eu lieu les Mini-Jeux du Pacifique, 10 615 passagers avaient été comptabilisés sur les vols à destination ou au départ de Wallis.



Source : Aviation civile

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accroître légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une progression plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le PIB américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie en grande partie sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et ce afin d'accélérer la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : Mars 2014 – Dépôt légal : Mars 2014 – ISSN 1968-6277